Worldforum 2013

6H – Creative Lab – Forum Diversity performance (2/2) – 5 thematic workshops dedicated to exchanges on Best Practices – Nouveau Siècle

Workshop 3: Offerings from the adapted services sector, hosted by APF and ALTEREOS

L'OFFRE DES SERVICES DU SECTEUR ADAPTE ET PROTÉGÉ – Jeudi 24/10/2013

L'atelier était animé par M.Boillon, et trois intervenants se sont exprimés, Mr Echahba, Mr Sallali et Mlle Croizille.

Voici un compte rendu des points sur lesquels nous avons échangés au cours de l'atelier.

Le secteur du travail adapté et protégé en France regroupe deux structures différentes:

- l'ESAT (Etablissement et Services d'Aide par le Travail) pour secteur protégé
- l'EA (Entreprise Adaptée) pour le secteur adapté

Les deux garantissent aux personnes en situation d'handicap une activité professionnelle réglementée et rémunérée (usagé ou salarié), ainsi qu'un programme d'accompagnement, d'orientation et d'intégration.

Cependant, ces structures peuvent accueillir au maximum 141 000 personnes (120 000 dans les ESAT et 21 000 dans les EA), ce qui reste relativement faible. De plus, le turnover est quasi-nul: seulement 2% de sortants chaque année, et la liste d'attente pour les entrants s'allonge sur 10 ans.

La complexité administrative peut aussi ralentir les démarches, à l'instar des personnes âgées de plus de 60 ans qui ne peuvent plus bénéficier du statut de personne en situation d'handicap.

Certaines institutions telles que la MDPH (Maison Des Personnes Handicapées) tentent cependant de prendre le relai pour statuer que le cas de ces personnes.

Pour favoriser l'insertion des personnes en situation d'handicap dans le monde du travail, la loi du 10 juillet 1987 instaure l'obligation d'emploi suivante: pour toute entreprise d'au moins 20 salariés, les travailleurs handicapés doivent représenter au moins 6% de l'effectif.

Si elle remplit les conditions, l'entreprise se voit octroyer des aides financière ou des avantages fiscaux, mais dans le cas contraire, l'entreprise se voit pénaliser d'une taxe.

Pour répondre à cette obligation, l'entreprise peut salarier des travailleurs handicapés, ou bien sous-traiter des opérations à des structures de travail adapté ou protégé.

Malheureusement, les objectifs ne sont pas atteints, et on compte en moyenne 3% de salariés handicapés et 1% de travailleurs en sous-traitance dans le secteur privé, et 2% dans le secteur public.

Pour faire face à ce déficit et aux contraintes économiques, les ESAT et EA tentent de s'adapter au marché du travail en créant de nouveaux métiers et en proposant de nouvelles formations (par exemple, le titre CRCD – Conseiller Relation Client à Distance – est délivré par le Ministère du Travail et reconnu comme diplôme du niveau baccalauréat).

Un manifeste déontologique pose le cadre à certaines pratiques, notamment pour que ces entreprises assurent, entre autre, des services et produits dont les prix sont alignés à ceux des marchés.

Enfin, un article récent du Code du Travail réserve une place à ces entreprises lors d'appels d'offre dans le secteur public, pour inciter à la sous-traitance en structure adaptée ou protégée.